

## Arrêt

F. 86 — 271

Numéro de rôle : 24.

*En cause* : le recours de l'Exécutif de la Communauté française du 10 septembre 1985 tendant à l'annulation du décret du 10 juillet 1973 de la Communauté culturelle néerlandaise « tot regeling van het gebruik van de talen voor de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en de werknemers, alsmede van de door de wet en de verordeningen voorgeschreven akten en bescheiden van de omderningen » (« réglant l'emploi des langues en matière de relations sociales entre employeurs et travailleurs, ainsi qu'en matière d'actes et de documents d'entreprise prescrits par la loi et les règlements »).

La Cour d'arbitrage,  
composée de :

MM. E. Gutt et J. Delva, présidents,  
MM. W. Calewaert, J. Sarot, Mme I. Petry, MM. J. Wathelet,  
D. André, F. Debaedts, L. De Grave, K. Blanckaert, L.P. Suetens et  
M. Melchior, juges,  
et de M. H. Van Der Zwalmen, greffier,

présidée par M. E. Gutt, a rendu l'arrêt suivant :

I. *Objet de la demande*

Par requête du 10 septembre 1985, l'Exécutif de la Communauté française demande l'annulation du décret du 10 juillet 1973 du Conseil culturel de la Communauté culturelle néerlandaise « réglant l'emploi des langues en matière de relations sociales entre employeurs et travailleurs, ainsi qu'en matière d'actes et de documents d'entreprise prescrits par la loi et les règlements ».

II. *La procédure*

Le président en exercice a désigné les membres du siège par ordonnance du 11 septembre 1985, conformément aux articles 46, § 1, 48 et 49 de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage.

Le président en exercice a soumis l'affaire à la Cour réunie en séance plénière par ordonnance du 20 septembre 1985.

Le greffier de la Cour a fait publier au *Moniteur belge* du 17 septembre 1985 en français, en néerlandais et en allemand l'avis prévu à l'article 58 de la loi organique du 28 juin 1983.

Les notifications prescrites par les articles 59, § 2, 61 et 113 de la loi organique du 28 juin 1983 ont été faites par pli recommandé à la poste le 16 septembre 1985. Il en a été accusé réception les 17, 18, 19 et 20 septembre 1985.

Le 3 octobre 1985, l'Exécutif flamand a introduit un mémoire. Le 17 octobre 1985, l'Exécutif régional wallon a introduit un mémoire.

La Cour a décidé que l'affaire est en état et a fixé l'audience pour plaidoiries au 20 novembre 1985, par ordonnance du 30 octobre 1985.

Cette ordonnance a été notifiée par pli recommandé à la poste le 31 octobre 1985 aux autorités citées aux articles 59, § 2 et 113 de la loi organique du 28 juin 1983. Il en a été accusé réception les 4 et 5 novembre 1985. Les avocats de ces autorités ont été avisés de la date de l'audience le 31 octobre 1985. Il en a été accusé réception les 4 et 5 novembre 1985. Les parties citées à l'article 61 de la loi organique du 28 juin 1983 et leurs avocats ont été avisés, de l'audience par lettres du 31 octobre 1985.

A l'audience du 20 novembre 1985, la Cour a remis l'affaire au 27 novembre 1985 à la demande des conseils de l'Exécutif de la Communauté française et de l'Exécutif régional Wallon.

Ont comparu à l'audience du 27 novembre 1985 :

— Mes S. Moureaux et P. Legros, avocats du barreau de Bruxelles, pour l'Exécutif de la Communauté française, avenue des Arts 19 ad, 1040 Bruxelles;

— Me V. Thiry, avocat du barreau de Liège, pour l'Exécutif régional wallon, avenue du Prince de Liège 7, 5100 Namur;

— Me P. Van Orshoven, avocat du barreau de Bruxelles, pour l'Exécutif flamand, rue Joseph II 30, 1040 Bruxelles.

A cette même audience,

— les juges-rapporteurs, MM. André et Debaedts, ont fait rapport, respectivement en français et en néerlandais;

— Mes S. Moureaux, P. Legros, V. Thiry et P. Van Orshoven ont ensuite plaidé, les trois premiers en français et le quatrième en néerlandais;

— la Cour a tenu l'affaire en délibéré.

La procédure a été poursuivie conformément aux dispositions des articles 52 et suivants de la loi organique du 28 juin 1983, concernant l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

1. Le Conseil culturel de la Communauté culturelle néerlandaise a adopté le décret attaqué, le 10 juin 1973. Le décret a été sanctionné et promulgué le 10 juillet 1973; il a été publié au *Moniteur belge* le 6 septembre 1973.

2. Le décret entrepris règle l'emploi des langues dans les relations sociales entre les employeurs et leur personnel ainsi que pour les actes et documents d'entreprise prescrits par la loi et les règlements.

2.1. Aux termes de l'article 2 du décret, le néerlandais est la langue qui doit être utilisée pour les relations sociales entre les employeurs et leur personnel, ainsi que pour les actes et documents d'entreprise prescrits par la loi et les règlements.

2.2. Ratione loci, le décret du 10 juillet 1973 est applicable à la région de langue néerlandaise.

Deux critères permettent, selon l'article 1er, alinéa 1er, du décret, de localiser l'objet du décret dans la région de langue néerlandaise: le lieu du siège d'exploitation de l'entreprise en cette région ou l'occupation du personnel dans ladite région.

2.3. L'article premier, alinéa 2, du décret du 10 juillet 1973 établit diverses assimilations avec les notions de « travailleurs », d'« employeurs » et d'« entreprise ».

2.4. Selon l'article 3, les « relations sociales » comprennent les contacts individuels et collectifs, tant verbaux qu'écrits, entre employeurs et travailleurs, qui ont avec l'emploi un rapport direct ou indirect.

L'article 4 donne une série d'exemples de relations qui doivent être considérées comme des « relations sociales ».

Selon cet article, les relations sociales comprennent aussi celles qu'un employeur peut avoir avec « les institutions de droit privé ou public qui trouvent leur origine dans les rapports de travail ».

2.5. L'article 5 dispose que « tous les actes et documents des employeurs, prescrits par la loi, tous les documents comptables, tous les documents destinés à leur personnel » doivent être établis en langue néerlandaise. Il prévoit toutefois les cas où les employeurs sont tenus de joindre aux actes destinés au personnel une traduction en une ou plusieurs langues.

2.6. Les articles 6 à 9 du décret traitent des organes chargés de surveiller son application ainsi que des pouvoirs qui leur reviennent pour exercer leur mission.

2.7. Le dernier titre du décret prévoit les sanctions en cas de violation des dispositions du décret.

a) L'article 10, alinéa premier, frappe de nullité tous les documents et les actes contraires aux dispositions du décret. Cette nullité est constatée d'office par le juge. Le juge ordonne d'office le remplacement du document en cause.

L'alinéa 4 dispose que la levée de la nullité n'a d'effet qu'à partir du jour du dépôt des documents substitutifs au greffe du tribunal du travail.

L'alinéa 5 précise que le constat de nullité ne peut porter préjudice au travailleur et qu'il laisse subsister les droits des tiers. C'est l'employeur qui, aux termes de ce même alinéa, répond du dommage causé au travailleur ou aux tiers par ces documents ou actes nuls.

b) L'article 11 définit à quelles conditions une amende administrative peut être infligée à l'employeur qui se rend coupable d'une infraction au décret.

c) Les articles 12 et 13 prévoient les sanctions pénales susceptibles d'être infligées à l'employeur qui viole le décret: il s'agit de peines d'emprisonnement de huit jours à un mois et d'amendes de 26 à 500 francs.

L'article 14 prévoit que l'employeur est civilement responsable du paiement des amendes auxquelles ses préposés ou mandataires ont été condamnés.

L'article 15 rend applicables aux infractions prévues par le décret toutes les dispositions du livre I du Code pénal, le chapitre V excepté, mais le chapitre VII et l'article 85 y compris.

L'article 16 traite de la prescription de l'action publique résultant des infractions au décret.

3.1. L'Exécutif de la Communauté française est la partie requérante. L'Exécutif flamand et l'Exécutif régional wallon, lesquels ont envoyé un mémoire respectivement le 3 octobre 1985 et le 17 octobre 1985, sont parties en application de l'article 69 de la loi organique du 28 juin 1983.

3.2. Il n'a été introduit de mémoire par aucune des parties mentionnées à l'article 61 de la loi organique du 28 juin 1983, parties en cause devant les juridictions qui ont saisi la Cour d'une question préjudicielle portant sur le décret.

#### Quant à la recevabilité

4.A. Dans son mémoire, l'Exécutif flamand conteste la recevabilité du recours porté devant la Cour au motif de l'inapplicabilité en l'espèce de l'article 2, § 2, de la loi organique du 28 juin 1983.

Selon l'Exécutif flamand, un délai de six mois ne saurait être ouvert contre le décret entrepris : l'article 2, § 2, de la loi organique du 28 juin 1983 n'est pas applicable à des affaires telles que la présente dont la section des conflits de compétence du Conseil d'Etat avait été saisie en vertu de l'article 17 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat; en effet, la transformation de cette affaire en un recours en annulation sur base de l'article 110 de la loi organique du 28 juin 1983 n'a d'incidence qu'en ce qui concerne la saisine proprement dite de la Cour, à l'exclusion de l'application de l'article 2, § 2, de la loi organique du 28 juin 1983.

4.B. La partie requérante a introduit son recours en application de l'article 2, § 2, de la loi organique du 28 juin 1983. Aux termes de cet article, un nouveau délai de six mois est ouvert pour l'introduction d'un recours en annulation d'un décret lorsqu'un recours est exercé contre une norme qui a le même objet et qui a été prise par un législateur autre que celui qui a adopté le décret.

La Cour a été saisie de l'affaire relative au décret du Conseil de la Communauté française du 30 juin 1982 conformément à l'article 110 de la loi organique du 28 juin 1983. Le délai de six mois sur lequel se fonde en l'espèce la partie requérante pour introduire sa requête a pris cours le 28 mars 1985, date de la publication au *Moniteur belge* de l'avis signalant le recours introduit par l'Exécutif flamand contre le décret du 30 juin 1982 du Conseil de la Communauté française « relatif à la protection de la liberté de l'emploi des langues et de l'usage de la langue française en matière de relations sociales entre les employeurs et leur personnel ainsi que d'actes et de documents d'entreprises imposés par la loi et les règlements. »

En vertu des articles 110 et 1, § 1, de la loi organique du 28 juin 1983 les recours tendant à obtenir un arrêt de règlement conformément aux articles 17 et 37 (aujourd'hui abrogés) des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat sont transformés en recours en annulation.

Par là, toutes les règles relatives aux recours en annulation prévues par la loi organique du 28 juin 1983, y compris son article 2, § 2, sont applicables devant la Cour.

L'Exécutif de la Communauté française ayant introduit sa requête le 10 septembre 1985, il a respecté les délais prévus par l'article 2, § 2, de la loi organique du 28 juin 1983. L'exception d'irrecevabilité ratione temporis ne peut donc être retenue.

5.A. L'Exécutif flamand soutient dans son mémoire que l'article 2, § 2, de la loi organique du 28 juin 1983 ne serait pas non plus applicable en l'espèce au motif que le décret entrepris n'aurait pas le même objet que celui de la Communauté française contre lequel il a lui-même introduit un recours. S'il ne fait aucun doute pour l'Exécutif flamand que les deux décrets ont bien le même objet, il relève cependant que leur intitulé diffère et que l'Exécutif de la Communauté française prétend que le décret du 30 juin 1982 assure la protection de la langue française.

5.B. La Cour n'est pas liée par la qualification que les parties donnent des normes qu'elles invoquent. L'examen de l'objet réel du décret du 19 juillet 1973 du Conseil culturel de la Communauté culturelle néerlandaise ainsi que celui du décret du 30 juin 1982 du Conseil de la Communauté française font apparaître que les deux décrets règlent la matière de l'emploi des langues dans les relations sociales entre les employeurs et leur personnel au sens de l'article 59 bis, § 3, 3<sup>o</sup>, de la Constitution. La deuxième exception d'irrecevabilité déduite par l'Exécutif flamand du chef de l'inapplicabilité de l'article 2, § 2, de la loi organique du 28 juin 1983 n'est pas retenue.

6.A. L'Exécutif flamand conteste enfin la recevabilité du recours au motif que les termes « norme qui a le même objet » inscrits à l'article 2, § 2, de la loi du 28 juin 1983 doivent être entendus dans le sens où l'objet de l'exercice de compétence invoqué contre les deux normes doit être le même.

6.B. L'interprétation ainsi donnée par l'Exécutif flamand de l'article 2, § 2, de la loi organique du 28 juin 1983 s'oppose tant au texte qu'à l'esprit de cette disposition.

L'article 2, § 2, de la loi organique du 28 juin 1983 impose comme seule condition à l'ouverture d'un nouveau délai de six mois pour introduire un recours en annulation contre une norme entrée en vigueur depuis plus d'un an qui soit introduit un recours portant sur une norme ayant le même objet — ce qui est établi en l'espèce — sans spécifier en outre que le recours invoque les mêmes chefs d'incompétence.

La troisième exception d'irrecevabilité invoquée par l'Exécutif flamand n'est pas retenue.

#### Quant à l'objet du recours

7.A. L'Exécutif flamand fait valoir dans son mémoire que les moyens invoqués par la partie requérante limitent l'objet de la demande à une annulation partielle du décret du Conseil culturel de la Communauté culturelle néerlandaise du 19 juillet 1973.

7.B. Dans le dispositif de sa requête, l'Exécutif de la Communauté française demande à la Cour de décider « qu'il y a lieu à annulation du décret du 19 juillet 1973 (...) ».

La Cour a été ainsi saisie d'une demande d'annulation totale du décret entrepris.

Le fait que, selon une des parties, les moyens soulevés dans la requête ne pourraient conduire qu'à une annulation partielle n'implique pas que l'objet du recours, tel qu'il est formulé dans la requête, pourrait être limité. L'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi organique du 28 juin 1983 dispose d'ailleurs : « si le recours est fondé, la Cour d'arbitrage annule, en tout ou en partie, la loi ou le décret attaqué ».

#### Quant au fond

##### Sur le premier moyen

8.A.1. A l'appui de sa requête, l'Exécutif de la Communauté française fait valoir un premier moyen, pris de la violation par le décret attaqué, de l'article 59 bis, § 4, deuxième alinéa, de la Constitution.

a) L'article 59 bis, § 4, deuxième alinéa, de la Constitution exclut de la compétence territoriale des conseils de communauté légiférant en matière d'emploi des langues dans les relations sociales les communes ou groupes de communes contigus à une autre région linguistique et où la loi permet l'emploi d'une autre langue que celle de la région dans laquelle ils sont situés.

Selon la partie requérante, le décret du 19 juillet 1973 viole les règles constitutionnelles de compétence territoriale dans la mesure où il s'applique à l'ensemble de la région de langue néerlandaise sans les restrictions précitées.

b) Le décret attaqué viole en outre l'article 59 bis, § 4, alinéa 2, de la Constitution en ce qu'il s'applique aux personnes morales et physiques ayant un siège d'exploitation dans la région bilingue de Bruxelles-capitale, dans la région de langue française ou dans la région de langue allemande, dans la mesure où ces personnes occupent du personnel dans la région de langue néerlandaise.

8.A.2.a) A l'encontre du premier moyen, l'Exécutif flamand fait d'abord valoir que le champ d'application du décret attaqué n'est pas défini par ledit décret mais par la Constitution en son article 59 bis, § 4, alinéa 2. Ainsi, les mots « dans la région de langue néerlandaise », inscrits à l'article 1 du décret attaqué, doivent-ils être interprétés en tenant compte des restrictions de l'article 59 bis, § 4, deuxième alinéa de la Constitution.

b) En outre, en ce qui concerne l'effet extra-territorial du décret attaqué, découlant du deuxième facteur de rattachement qui renvoie au lieu d'occupation du personnel, l'Exécutif flamand estime qu'il ne constitue pas une violation de l'article 59 bis, § 4, alinéa deux, de la Constitution : une norme réglant une situation localisée sur le territoire pour lequel elle est compétente peut s'appliquer à des personnes ne relevant pas de ce territoire, dès le moment où celles-ci exercent sur ce territoire l'activité réglée par la norme.

Le deuxième facteur de rattachement choisi par le décret présente un lien suffisant avec le territoire sur lequel le Conseil culturel de la Communauté culturelle néerlandaise pouvait exercer ses compétences. Le problème des situations mixtes — celles qui ont un lien avec des aires de compétence relevant de législateurs distincts — ne saurait être résolu, selon l'Exécutif flamand, par l'élimination des facteurs de rattachement.

c) Enfin, l'Exécutif flamand pense que l'argument selon lequel le constituant aurait opté pour un système de répartition exclusive des compétences entre l'Etat, les Communautés et les Régions perd une très grande partie de sa valeur dès le moment où le législateur a permis que des conflits sans excès de compétence soient portés devant la Cour par la procédure des questions préjudicielles.

8.B. Le décret entrepris a pour objet de régler l'emploi des langues dans les relations sociales entre les employeurs et leur personnel ainsi que pour les actes et documents des entreprises prescrites par la loi et les règlements.

L'article 59 bis, § 3, 3<sup>o</sup>, de la Constitution est le fondement de la compétence matérielle du législateur décentral à cet égard.

L'article 59 bis, § 4, deuxième alinéa, de la Constitution dispose que : « les décrets pris en application du § 3 ont force de la loi respectivement dans la région de langue française et dans la région de langue néerlandaise, excepté en ce qui concerne :

— les communes ou groupes de communes contigus à une autre région linguistique et où la loi prescrit ou permet l'emploi d'une autre langue que celle de la région dans laquelle ils sont situés (...) ».

Ces dispositions constitutionnelles ont déterminé une répartition exclusive de compétence territoriale. Un tel système suppose que l'objet de toute norme adoptée par un législateur communautaire puisse être localisé dans le territoire de sa compétence de sorte que toute relation et toute situation concrètes soient réglées par un seul législateur.

8.B.1. Dans le respect des dispositions constitutionnelles, les conseils de communauté peuvent déterminer le critère ou les critères en application desquels l'objet des normes qu'ils adoptent est localisé, selon eux, dans leur aire de compétence. Les critères choisis sont, toutefois, soumis au contrôle de la Cour, laquelle a pour mission de veiller à ce que les conseils n'excèdent ni leur compétence matérielle ni leur compétence territoriale.

Ce contrôle de constitutionnalité s'opère d'abord par rapport aux dispositions qui attribuent la compétence matérielle et qui contiennent les éléments sur la base desquels la validité de ces critères peut s'apprécier; la perception de l'objet, de la nature et éventuellement du but de la compétence matérielle attribuée est nécessaire pour apprécier exactement la localisation dans l'aire de compétence fixée par la Constitution de l'objet de la norme édictée.

Appliqué à l'objet du décret entrepris, cela implique que les dispositions du § 3, 3<sup>o</sup>, et du § 4, deuxième alinéa de l'article 59 bis de la Constitution, inséparablement liées, servent de base au contrôle de la constitutionnalité des critères de localisation établis par le décret.

Pour répondre au prescrit constitutionnel, les critères choisis doivent permettre, et de situer le lieu où les relations sociales entre l'employeur et son personnel se déroulent principalement, et de fixer ce lieu exclusivement dans l'aire de compétence du législateur décentral.

8.B.2. Selon son article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le décret attaqué « est applicable aux personnes physiques et morales ayant un siège d'exploitation dans la région de langue néerlandaise ou occupant du personnel dans la région de langue néerlandaise ».

Cet article, là où il dispose que le décret est applicable « dans la région de langue néerlandaise » sans mentionner les exceptions prévues par l'article 59 bis, § 4, deuxième alinéa, de la Constitution, excède la compétence territoriale dévolue au Conseil culturel de la Communauté culturelle néerlandaise (ainsi dénommé en 1973 — aujourd'hui Conseil flamand).

Le même article énonce deux critères de localisation. Il appartient à la Cour d'examiner si, en établissant ces critères, le législateur communautaire est resté dans les limites de sa compétence territoriale.

Les deux critères ont une portée territoriale : ils permettent d'établir une localisation dans l'aire de compétence du législateur communautaire. Toutefois, le critère tiré du lieu d'occupation du personnel ne situant dans cette aire de compétence qu'une des parties aux relations sociales, à savoir le personnel, et non, comme le requiert la Constitution, les « relations sociales entre les employeurs et leur personnel » elles-mêmes; il ne résiste pas au contrôle de constitutionnalité.

Il en va autrement du critère « siège d'exploitation ». C'est au siège d'exploitation — tout établissement ou centre d'activité revêtant un certain caractère de stabilité — auquel le membre du personnel est attaché qu'ont lieu en principe les relations sociales entre les deux parties : c'est généralement là que les missions et les instructions sont données au membre du personnel, que lui sont faites les communications et qu'il s'adresse à son employeur. Ainsi conçu, ce critère est conforme au prescrit constitutionnel en matière d'emploi des langues pour les relations sociales.

Le critère du lieu du siège d'exploitation répond aussi au deuxième élément de la définition de la compétence matérielle donnée par l'article 59 bis, § 3, 3<sup>o</sup>, de la Constitution, à savoir le règlement de l'emploi des langues pour « les actes et documents d'entreprise prescrits par la loi et les règlements » : ces actes et documents se trouvent normalement au siège d'exploitation ou peuvent au moins y être situés.

En conséquence, la Cour constate que le critère de localisation déterminé à l'article 1, premier alinéa, du décret entrepris : occuper du personnel dans la région de langue néerlandaise, n'est pas conforme au prescrit constitutionnel; que le critère de localisation déterminé au même article; avoir un siège d'exploitation dans la région de langue néerlandaise, est conforme au prescrit constitutionnel, sauf en ce qu'il ne tient pas compte des exceptions prévues à l'article 59 bis, § 4, deuxième alinéa, de la Constitution.

Sur le deuxième moyen

9.A.1. A l'appui de sa requête, l'Exécutif de la Communauté française fait valoir un second moyen pris de la violation de l'article 59 bis, § 3, 3<sup>o</sup>, de la Constitution.

En une première branche, l'Exécutif de la Communauté française soutient que les articles 2, 5 et 10 du décret entrepris contraignent aux compétences matérielles attribuées par l'article 59 bis, § 3, 3<sup>o</sup>, de la Constitution aux conseils de communauté en ce qu'ils imposent aux employeurs, à peine de nullité, l'usage exclusif de la langue néerlandaise dans les relations sociales ainsi que pour la rédaction des actes et documents prescrits par la loi. L'article 59 bis, § 3, 3<sup>o</sup>, de la Constitution ne saurait en effet, selon la partie requérante, contredire son article 23. Cet article dispose que l'emploi des langues en Belgique est facultatif et qu'il ne peut être réglé que pour les actes de l'autorité publique et pour les affaires judiciaires.

9.A.2. L'Exécutif flamand réfute cet argument et soutient que l'article 59 bis, § 3, 3<sup>o</sup>, de la Constitution complète son article 23 : l'article 59 bis, § 3, a étendu le champ des restrictions constitutionnelles à la liberté de l'emploi des langues en permettant aux conseils de communauté de régler l'emploi des langues dans les relations sociales.

9.B. En attribuant aux conseils culturels des communautés culturelles compétence de régler l'emploi des langues dans les relations sociales entre employeurs et travailleurs ainsi que pour les actes et documents d'entreprise prescrits par la loi et les règlements, l'article 59 bis, § 3, 3<sup>o</sup>, de la Constitution a ajouté une exception au principe de la liberté d'emploi des langues reconnu en son article 23.

Le Conseil culturel de la Communauté culturelle néerlandaise révoque en principe une matière qui lui était constitutionnellement dévolue lorsqu'il a adopté, le 19 juin 1973, le décret entrepris.

En sa première branche, le second moyen n'est pas fondé.

10.A.1. En sa seconde branche, la partie requérante soutient que le Conseil culturel de la Communauté culturelle néerlandaise a étendu ses compétences matérielles au-delà des limites que l'article 59 bis, § 3, 3<sup>o</sup>, de la Constitution lui a fixées.

a) Selon l'article 3 du décret, les relations sociales entre employeurs et travailleurs comprennent tous les contacts, y compris les contacts verbaux, qui n'ont avec l'emploi qu'un rapport indirect. Il viole ainsi le sens donné par la Constitution à la notion de « relations sociales ».

b) L'article 4, § 3, du décret vise « toutes les relations entre l'employeur et les institutions de droit privé ou public qui trouvent leur origine dans les rapports de travail », ce qui excède le cadre constitutionnel qui ne renvoie qu'aux seules relations sociales entre employeurs et travailleurs.

c) Enfin, l'article 5 du décret viole l'article 59 bis, § 3, 3<sup>o</sup>, de la Constitution dans la mesure où il s'applique aux documents comptables non prévus par la loi et les règlements.

10.A.2.a) L'Exécutif flamand fait valoir, en ce qui concerne le premier excès de compétence matérielle invoqué par la partie requérante, que le décret entrepris ne vise les contacts verbaux entre employeurs et travailleurs que pour autant qu'ils aient un lien avec les rapports de travail. Pour le surplus, estime l'Exécutif flamand, le constituant a entendu les relations sociales comme toutes celles qui ont un lien avec l'emploi, y compris les relations verbales.

b) En ce qui concerne l'article 4, § 3, du décret entrepris, l'Exécutif flamand affirme que les relations entre l'employeur et les institutions de droit privé ou public qui trouvent leur source dans les rapports de travail sont bien des relations sociales au sens de l'article 59 bis, § 3, 3<sup>o</sup>, de la Constitution.

Si la Cour ne partageait pas ce point de vue, elle devrait considérer que l'emploi des langues dans de telles relations tombe dans le champ de l'article 59 bis, § 3, 1<sup>o</sup>, de la Constitution.

c) Enfin, l'Exécutif flamand réfute l'argument de la partie requérante selon lequel l'article 5 du décret du 19 juillet 1973 violerait l'article 59 bis, § 3, 3<sup>o</sup>, de la Constitution en ce qu'il serait applicable aux documents comptables non prescrits par la loi et les règlements : les deux derniers membres de cet article doivent être compris comme une précision de son premier membre.

10.B.1. L'article 59 bis, § 3, 3<sup>o</sup>, de la Constitution a attribué aux conseils de communauté compétence de régler « l'emploi des langues pour les relations sociales entre les employeurs et leur personnel, ainsi que les actes et documents des entreprises imposés par la loi et les règlements ».

a) L'article 59 bis, § 3, 3<sup>o</sup>, de la Constitution ne définit pas « les relations sociales entre les employeurs et leur personnel ». L'article 3 du décret entrepris ne viole pas le prescrit constitutionnel lorsqu'il dispose que ces relations sociales comprennent les contacts verbaux qui ont un lien direct ou indirect avec les rapports de travail.

La deuxième branche du second moyen est sur ce point non fondée.

b) L'article 59 bis, § 3, 3<sup>o</sup>, de la Constitution a limité la compétence de régler l'emploi des langues pour les relations sociales aux relations entre les employeurs et leur personnel. Il n'existe pas de relations sociales au sens de l'article 59 bis, § 3, 3<sup>o</sup>, de la Constitution entre les employeurs et les institutions de droit public ou privé.

L'article 4, § 3, du décret entrepris viole donc l'article 59 bis, § 3, 3<sup>o</sup>, de la Constitution.

Les relations visées à l'article 4, § 3, du décret ne relèvent pas davantage des matières administratives au sens de l'article 59 bis, § 3, 1<sup>o</sup>, de la Constitution. En sa deuxième branche, le second moyen est fondé.

c) L'article 59 bis, § 3, 3<sup>o</sup>, de la Constitution précise que les actes et les documents d'entreprise pour lesquels l'emploi des langues pouvait être réglé par les Conseils sont ceux qui sont prescrits par la loi et les règlements.

En tant qu'il vise les documents comptables de l'entreprise non prescrits par la loi et les règlements, l'article 5 du décret attaqué viole l'article 59 bis, § 3, 3<sup>o</sup>, de la Constitution. Dans cette mesure, le second moyen est, dans sa deuxième branche, fondé.

Par ces motifs,

La Cour,

dit recevable le recours introduit le 10 septembre 1985 par l'Exécutif de la Communauté française;

dit pour droit que, conformément à l'article 59 bis, § 4, de la Constitution, le décret du 19 juillet 1973 du Conseil culturel de la Communauté culturelle néerlandaise « tot regeling van het gebruik van de

talen voor de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en de werknemers, alsmede van de door de wetten de verordeningen voorgeschreven akten en bescheiden van de ondernemingen » (« réglant l'emploi des langues en matière de relations sociales entre employeurs et travailleurs, ainsi qu'en matière d'actes et de documents d'entreprise prescrits par la loi et les règlements ») ne peut avoir force de loi que dans les limites fixées par le deuxième alinéa de cet article;

décide :

1. Le décret précité est annulé dans la mesure où son champ d'application, tel qu'il est défini à l'article premier, comprend les communes ou groupes de communes de la région de langue néerlandaise contigus à une autre région linguistique et où la loi prescrit ou permet l'emploi d'une autre langue que celle de la région dans laquelle ils sont situés.

2. Dans l'article premier, alinéa premier, du même décret sont annulés les termes suivants : « of die personeel in het Nederlandse taalgebied tewerkstellen », (« ou occupant du personnel dans la région de langue néerlandaise »).

3. L'article 4, § 3, du même décret est annulé.

4. Dans l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, sont annulés les termes suivants : « alle boekhoudkundige documenten » (« tous les documents comptables »).

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 55 de la loi organique du 28 juin 1983, à l'audience publique du 30 janvier 1986.

Le greffier,

H. Van Der Zwalmen.

Le président,

E. Gutt.

## Arrest

N. 80 — 271

Rolnummer : 24

In zake : het beroep van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 september 1985 tot vernietiging van het decreet van 19 juli 1973 van de Nederlandse Cultuurgemeenschap « tot regeling van het gebruik van de talen voor de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en de werknemers, alsmede van de door de wet en de verordeningen voorgeschreven akten en bescheiden van de ondernemingen ».

Het Arbitragehof,  
samengesteld uit :

de heren E. Gutt en J. Delva, voorzitters,  
de heren W. Calwaert, J. Sarot, Mevr. I. Peiry, de heren J. Wathélet,  
D. André, F. Debaets, L. De Grève, K. Blankaert, L.P. Suelens en  
M. Melchior, rechters,  
de heer H. Van Der Zwalmen, griffier,

onder voorzitterschap van de heer E. Gutt, heeft het volgende arrest gewezen :

### I. Onderwerp van de vordering

Bij verzoekschrift van 10 september 1985 vordert de Executieve van de Franse Gemeenschap de vernietiging van het decreet van 19 juli 1973 van de Cultuurraad voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap « tot regeling van het gebruik van de talen voor de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en de werknemers, alsmede van de door de wet en de verordeningen voorgeschreven akten en bescheiden van de ondernemingen ».

### II. De rechtspleging

Bij beschikking van 11 september 1985 heeft de voorzitter in functie de leden van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 46, § 1, 48 en 49 van de organieke wet van 28 juni 1983 houdende de lrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof;

Bij beschikking van 20 september 1985 heeft de voorzitter in functie de zaak aan het Hof in voltallige zitting voorgelegd.

De griffier van het Hof heeft in het *Belgisch Staatsblad* van 17 september 1985 het in artikel 58 van de organieke wet van 28 juni 1983 voorgeschreven bericht in het Nederlands, het Frans en het Duits laten bekendmaken.

De kennisgevingen voorgeschreven bij de artikelen 59, § 2, 61 en 113 van de organieke wet van 28 juni 1983 werden bij ter post aangelegende brief gedaan op 18 september 1985. De ontvangstmeldingen zijn gedateerd op 17, 18, 19 en 20 september 1985.

Op 3 oktober 1985 heeft de Vlaamse Executieve een memoria ingediend.

Op 17 oktober 1985 heeft de Waalse Gewestexecutieve een memorie ingediend.

Bij beschikking van 30 oktober 1985 heeft het Hof beslist dat de zaak in staat van wijzen is en heeft het de rechtsdag vastgesteld op 20 november 1985.

Deze beschikking is op 31 oktober 1985 bij ter post aangestuurde brief ter kennis gebracht van de in de artikelen 59, § 2, en 113 van de organieke wet van 28 juni 1983 genoemde overheden. De ontvangstmeldingen zijn gedateerd op 4 en 5 november 1985. De advocaten van die overheden zijn op 31 oktober 1985 van de datum van de rechtsdag in kennis gesteld. De ontvangstmeldingen zijn gedateerd op 4 en 5 november 1985.

De in artikel 61 van de organieke wet van 28 juni 1983 genoemde partijen en hun advocaten zijn op 31 oktober 1985 van de datum van de rechtsdag in kennis gesteld.

Ter terechtzitting van 20 november 1985 heeft het Hof, op verzoek van de raadsleden van de Franse Gemeenschapsexecutieve en van de Waalse Gewestexecutieve, de zaak verdaagd tot 27 november 1985.

Ter terechtzitting van 27 november 1985 zijn verschenen :

— Mr. S. Moureaux en Mr. P. Legros, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Executieve van de Franse Gemeenschap, Kunstlaan 19 ad, 1040 Brussel;

— Mr. V. Thiry, advocaat bij de balie te Luik, voor de Waalse Gewestexecutieve, avenue du Prince de Liège 7, 5100 Namen.

— Mr. P. Van Orshoven, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Vlaamse Executieve, Jozef II-straat 30, 1040 Brussel.

Op die zelfde terechtzitting hebben de rechters-verslaggevers André en Debaets respectievelijk in het Frans en in het Nederlands verslag uitgebracht.

De advocaten Moureaux, Legros, Thiry en Van Orshoven hebben vervolgens gepleit, de eerste drie in het Frans, de vierde in het Nederlands. Het Hof heeft de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 52 en volgende betreffende het gebruik van de talen voor het Arbitragehof, van de organieke wet van 28 juni 1983.

### III. In rechte

1. De Cultuurraad voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap heeft het bestreden decreet op 19 juni 1973 goedgekeurd.

Het werd op 19 juli 1973 bekrachtigd en afgekondigd en op 6 september 1973 bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

2. Het aangevochten decreet regelt het gebruik van de talen in de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en de werknemers en voor de akten en bescheiden van de ondernemingen die door de wet en de verordeningen zijn voorgeschreven.

2.1. Luidens artikel 2 van het decreet is het Nederlands de te gebruiken taal voor de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en de werknemers, alsmede voor de wettelijk voorgeschreven akten en bescheiden van de ondernemingen.

2.2. Ratione loci is het decreet toepasselijk in het Nederlandse taalgebied.

Het onderwerp van het decreet wordt volgens artikel 1, eerste lid, van het decreet, aan de hand van twee lokalisatiecriteria in het Nederlandse taalgebied gelokaliseerd: de ligging van de exploitatiezetel van de onderneming in dat gebied of de tewerkstelling van personeel in dat gebied.

2.3. Artikel 1, tweede lid, van het decreet houdt een aantal gelijkstellingen in met de begrippen « werknemers », « werkgevers » en « onderneming ».

2.4. Volgens artikel 3 omvatten de « sociale betrekkingen » zowel de mondelinge als schriftelijke individuele en collectieve contacten tussen de werkgevers en de werknemers, die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met de tewerkstelling.

Artikel 4 geeft een aantal voorbeelden van betrekkingen die te beschouwen zijn als « sociale betrekkingen ».

Luidens dit artikel omvatten « sociale betrekkingen » ook alle betrekkingen « tussen de werkgever en privaatrechtelijke of publiekrechtelijke instellingen die hun oorsprong vinden in de arbeidsverhouding ».

2.5. Artikel 5 bepaalt dat « alle wettelijk voorgeschreven akten en bescheiden van de werkgevers, alle boekhoudkundige documenten, alle documenten welke bestemd zijn voor het personeel » in het Nederlands gesteld moeten worden. Het verplicht de werkgevers evenwel in een aantal gevallen bij de voor het personeel bestemde akten een vertaling te voegen in één of meer talen.

2.6. De artikelen 6 en 9 van het decreet handelen over de organen die belast zijn met het toezicht op de naleving van het decreet, alsmede over de bevoegdheden die hen daarbij toekomen.

2.7. De laatste titel van het decreet bepaalt sancties in geval van overtreding van de bepalingen van het decreet.

a) Artikel 10, eerste lid, bepaalt dat alle stukken en handelingen die in strijd zijn met de bepalingen van het decreet, nietig zijn. De nietigheid wordt ambtshalve door de rechter vastgesteld. De rechter beveelt ambtshalve de vervanging van het betrokken stuk.

Het vierde lid bepaalt dat de opheffing van de nietigheid eerst uitwerking heeft vanaf de dag van de indiening van de vervangende stukken bij de griffie van de arbeidsrechtbank.

Het vijfde lid bepaalt dat de nietigverklaring geen nadeel kan berokkenen aan de werknemer en de rechten van derden onverminderd laat. De werkgever is luidens dit onderdeel van voormeld artikel aansprakelijk voor de schade veroorzaakt door zijn nietige stukken of handelingen ten nadele van de werknemer of van derden.

b) Artikel 11 bepaalt onder welke voorwaarden een administratieve geldboete kan worden opgelegd aan de werkgever die zich schuldig maakt aan een overtreding van het decreet.

c) De artikelen 12 en 13 bepalen de straffen die aan de werkgever kunnen worden opgelegd: het gaat om gevangenisstraffen van acht dagen tot één maand en om geldboetes van 26 tot 500 frank.

Artikel 14 bepaalt dat de werkgever burgerlijk aansprakelijk is voor de betaling van de geldboeten waartoe zijn aangestelden of lasthebbers worden veroordeeld:

Artikel 15 bepaalt dat alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, uitgezonderd hoofdstuk V, maar met inbegrip van hoofdstuk VII en van artikel 85, van toepassing zijn op de bij het decreet bepaalde misdrijven.

Artikel 16 handelt over de verjaring van de strafvordering wegens inbreuken op het decreet.

3.1. De Executieve van de Franse Gemeenschap is verzoekende partij.

De Vlaamse Executieve en de Waalse Gewestexecutieve, die respectievelijk op 3 oktober 1985 een memorie hebben ingediend, zijn partij met toepassing van artikel 69 van de organieke wet van 28 juni 1983.

3.2. Geen van de in artikel 61 van de organieke wet van 28 juni 1983 vermelde partijen, die in het geding zijn voor de rechtscolleges die bij het Hof een prejudiciële vraag over het decreet aanhangig hebben gemaakt, heeft een memorie ingediend.

#### Wat de ontvankelijkheid betreft

4. A. In haar memorie betwist de Vlaamse Executieve de ontvankelijkheid van het voor het Hof gebrachte beroep op grond van de niet-toepasselijkheid ten deze van artikel 2, § 2, van de organieke wet van 28 juni 1983.

Volgens de Vlaamse Executieve zou geen nieuwe termijn van zes maanden voor het instellen van een beroep tot vernietiging van het bestreden decreet openstaan: artikel 2, § 2, van de organieke wet van 28 juni 1983 is niet van toepassing op zaken die zoals de onderhavige indertijd krachtens artikel 17 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State bij de afdeling bevoegdheidsconflicten van de Raad van State waren aanhangig gemaakt, immers, de omzetting van die zaak in een beroep tot vernietiging op grond van artikel 110 van de organieke wet heeft slechts gevolg wat de eigenlijke rechtsmacht van het Hof betreft, met uitsluiting van de toepassing van artikel 2, § 2, van de organieke wet van 28 juni 1983.

4. B. De verzoekende partij heeft haar beroep ingesteld met toepassing van artikel 2, § 2, van de organieke wet van 28 juni 1983. Naar luid van dat artikel staat een nieuwe termijn van zes maanden open voor het instellen van een beroep tot vernietiging van een decreet wanneer een beroep is ingesteld tegen een norm die hetzelfde onderwerp heeft en die is vastgesteld door een andere wetgever dan die welke het decreet heeft aangenomen.

De zaak betreffende het decreet van 30 juni 1982 van de Raad van de Franse Gemeenschap is bij het Hof aanhangig gemaakt overeenkomstig artikel 110 van de organieke wet van 28 juni 1983. De termijn van zes maanden waarop de verzoekende partij steunt om beroep in te stellen, is ingegaan op 28 maart 1985. Op deze datum werd in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt dat de Vlaamse Executieve een beroep ingesteld had tegen het decreet van 30 juni 1982 van de Raad van de Franse Gemeenschap « inzake de bescherming van de vrijheid van het taalgebruik van de Franse taal in de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en hun personeel, alsook van akten en documenten van ondernemingen opgelegd door de wet en de reglementen » (relatif à la protection de la liberté de l'emploi des langues et de l'usage de la langue française en matière de relations sociales entre les employeurs et leur personnel ainsi que d'actes et de documents des entreprises imposés par la loi et des règlements).

Krachtens de artikelen 110 en 1, § 1, van de wet van 28 juni 1983 worden de vorderingen tot het bekomen van een regelingsarrest als bedoeld in de artikelen 17 en 37 (thans opgeheven) van de gecoördineerde wetten op de Raad van State omgezet in vorderingen tot vernietiging. Daardoor worden alle regels van het vernietigingscontentieux vastgesteld door de organieke wet van 28 juni 1983 met inbegrip van artikel 2, § 2, voor het Hof toepasselijk.

Aangezien de Executieve van de Franse Gemeenschap haar verzoekschrift op 10 september 1985 heeft ingediend, heeft ze de bij artikel 2, § 2, van de organieke wet van 28 juni 1983 gestelde termijn in acht genomen. De exceptie van onontvankelijkheid ratione temporis wordt dus niet aangehouden.

5. A. De Vlaamse Executieve betoogt in haar memorie dat artikel 2, § 2, van de organieke wet van 28 juni 1983 in de onderhavige zaak evenmin van toepassing is omdat het aangevochten decreet niet hetzelfde onderwerp heeft als dat van de Franse Gemeenschap waartegen de Vlaamse Executieve zelf een beroep heeft ingesteld. Alhoewel het voor de Vlaamse Executieve geen twijfel lijdt dat de twee decreten hetzelfde onderwerp hebben, vestigt ze er toch de aandacht op dat hun opschrift verschillend is en dat volgens de Executieve van de Franse Gemeenschap zelf het decreet van 30 juni 1982 de bescherming van de Franse taal regelt.

5. B. Het Hof is niet gebonden door de kwalificatie die de partijen aan een norm geven. Een onderzoek van het werkelijke onderwerp van het decreet van 19 juni 1973 van de Cultuurraad voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap en van het decreet van 30 juni 1982 van de Raad van de Franse Gemeenschap wijst uit dat de twee decreten het taalgebruik in de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en hun personeel in de zin van artikel 59bis, § 3, 3<sup>o</sup>, van de Grondwet regelen. De tweede exceptie van onontvankelijkheid opgeworpen door de Vlaamse Executieve uit hoofde van de ontoepasselijkheid van artikel 2, § 2, van de organieke wet van 28 juni 1983 wordt niet aangehouden.

6. A. Tenslotte vecht de Vlaamse Executieve de ontvankelijkheid van het beroep aan onder aanvoering dat het begrip « norm die hetzelfde onderwerp heeft » dient geïnterpreteerd te worden als « norm waartegen dezelfde bevoegdheidsverschrijding wordt aangevoerd ».

6. B. Die interpretatie door de Vlaamse Executieve van artikel 2, § 2, van de organieke wet van 28 juni 1983 gaat in zowel tegen de letter van die wet als tegen de geest van die bepaling. Artikel 2, § 2, van de organieke wet van 28 juni 1983 stelt als enige voorwaarde tot opening van een nieuwe termijn van zes maanden voor het instellen van een beroep tot vernietiging tegen een norm die sedert meer dan één jaar van kracht is, dat een beroep wordt ingesteld tegen een norm die hetzelfde onderwerp heeft. Voornoemd artikel vereist niet dat in het beroep dezelfde middelen van onbevoegdheid worden aangevoerd.



De derde exceptie van onontvankelijkheid die de Vlaamse Executieve opwerpt, wordt dus niet aangehouden.

*Wat het onderwerp van het beroep betreft*

7.A. De Vlaamse Executieve betoogt in haar memorie dat de middelen die de verzoekende partij aanvoert het onderwerp van het beroep beperken tot een gedeeltelijke vernietiging van het decreet van 19 juli 1973 van de Cultuurraad voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap.

7.B. In haar verzoekschrift vraagt de Executieve van de Franse Gemeenschap aan het Hof te besluiten « dat er reden bestaat om het decreet van 19 juli 1973 (...) te vernietigen ».

Er is aldus bij het Hof een beroep tot gehele vernietiging van het bestreden decreet aanhangig gemaakt.

De omstandigheid dat volgens een van de partijen de in het verzoekschrift aangevoerde middelen slechts tot een gedeeltelijke vernietiging zouden kunnen leiden, brengt niet mee dat het onderwerp van het beroep, zoals dit geformuleerd is in het verzoekschrift, zou kunnen beperkt worden. Artikel 6, eerste lid, van de organieke wet van 28 juni 1983 bepaalt trouwens: « indien het beroep gegrond is, vernietigt het Arbitragehof de wet of het decreet geheel of ten dele ».

*Ten gronde*

Over het eerste middel

8.A.1. Tot staving van haar beroep voert de Executieve van de Franse Gemeenschap als eerste middel aan dat het bestreden decreet artikel 59bis, § 4, tweede lid, van de Grondwet schendt.

a) Luidens artikel 59bis, § 4, tweede lid, van de Grondwet zijn de gemeenschapsraden niet bevoegd om het taalgebruik te regelen in de gemeenten of groepen van gemeenten palend aan een ander taalgebied en waar de wet het gebruik van een andere taal dan die van het gebied waarin zij gelegen zijn, voorschrijft of toelaat. Het bestreden decreet is ongrondwettig voor zover het toepasselijk is in het gehele Nederlandse taalgebied met inbegrip van de bovenvermelde uitzonderingen.

b) Het bestreden decreet is bovendien in strijd met artikel 59bis, § 4, tweede lid, van de Grondwet voor zover het toepasselijk is op rechtspersonen en natuurlijke personen die een exploitatiezetel hebben in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, in het Franse taalgebied en in het Duitse taalgebied, in zoverre die personen personeel in het Nederlandse taalgebied tewerkstellen.

8.A.2.a) De Vlaamse Executieve betoogt betreffende het eerste middel vooreerst dat het toepassingsgebied van het bestreden decreet niet door het decreet zelf maar wel door artikel 59bis, § 4, tweede lid, van de Grondwet wordt bepaald. De in artikel 1 van het decreet opgenomen woorden « in het Nederlandse taalgebied » dienen te worden geïnterpreteerd in het licht van de beperkingen die aan de territoriale bevoegdheid van de gemeenschapsraden in voormeld grondwetsartikel zijn gesteld.

b) De Vlaamse Executieve is van oordeel dat de extra-territoriale werking van het toepassingscriterium « tewerkstelling van personeel in het Nederlandse taalgebied », nog niet betekent dat artikel 59bis, § 4, tweede lid, van de Grondwet zou zijn geschonden. Zelfs wanneer personen zich buiten het bevoegdheidsgebied van een wetgever bevinden, is een norm die is uitgevaardigd door deze wetgever, toepasselijk indien ze binnen dit bevoegdheidsgebied de activiteit ontwikkelen welke door die norm wordt geregeld.

Het tweede toepassingscriterium dat in het decreet wordt gehanteerd vertoont een voldoende band met het gebied waarvoor de Cultuurraad voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap bevoegd was. Het probleem van de gemengde situaties — dit zijn toestanden die zich tegelijk voordoen binnen het bevoegdheidsgebied van verschillende werkgevers — kan niet worden opgelost door toepassingscriteria ongrondwettig te verklaren.

c) Tenslotte meent de Vlaamse Executieve dat het argument dat de grondwetgever voor een gesloten systeem van bevoegdheidsverdeling zou hebben gekozen veel van zijn waarde verliest nu de wetgever de mogelijkheid heeft geopend om conflicten zonder bevoegdheidsoverschrijding voor het Hof te brengen door middel van de prejudiciële procedure.

8.B. Het bestreden decreet heeft tot onderwerp de regeling van het gebruik der talen voor de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en hun personeel, alsmede de door de wet en de verordeningen voorgeschreven akten en bescheiden van de ondernemingen.

Artikel 59bis, § 3, 3<sup>o</sup>, van de Grondwet is de grondslag van de materiële bevoegdheid van de decretale wetgever ter zake.

Artikel 59bis, § 4, tweede lid, van de Grondwet bepaalt: « de decreten genomen bij toepassing van § 3, hebben kracht van wet, respectievelijk in het Nederlands taalgebied en in het Frans taalgebied, uitgezonderd wat betreft ».

de gemeenten of groepen van gemeenten palend aan een ander taalgebied en waar de wet het gebruik van een andere taal dan die van het gebied waarin zij gelegen zijn, voorschrijft of toelaat; ... ».

Deze grondwetsbepalingen hebben een exclusieve territoriale bevoegdheidsverdeling tot stand gebracht. Een zodanig stelsel veronderstelt dat het onderwerp van iedere regeling welke een gemeenschapswetgever uitvaardigt moet kunnen worden gelokaliseerd binnen het gebied waarvoor hij bevoegd is, zodat iedere concrete verhouding en situatie slechts door één enkele wetgever wordt geregeld.

8.B.1. Met inachtneming van de grondwettelijke bepalingen, kunnen de gemeenschapsraden het criterium of de criteria bepalen met toepassing waarvan het onderwerp van de door hen uitgevaardigde regeling, naar hun inzicht, gelokaliseerd is binnen hun bevoegdheidsgebied. De gekozen criteria zijn evenwel onderworpen aan de controle van het Hof, dat tot opdracht heeft erover te waken dat de gemeenschapsraden noch hun materiële noch hun territoriale bevoegdheid overschrijden.

Deze grondwettigheidsstoetsing dient in de eerste plaats te gebeuren vanuit de bepalingen die de materiële bevoegdheid toewijzen en die de elementen bevatten op grond waarvan de geldigheid van die criteria kan worden beoordeeld; een inzicht in het onderwerp, de aard en eventueel het doel van de toegewezen materiële bevoegdheid is vereist om zich een gepast oordeel te vormen over de lokalisatie van het onderwerp van een met aanwending ervan uitgevaardigde regeling binnen het door de Grondwet toegewezen territoriale bevoegdheidsgebied.

Toegepast op het door het bestreden decreet geregelde onderwerp, houdt zulks in dat de bepalingen van § 3, 3<sup>o</sup>, en van § 4, tweede lid, van artikel 59bis van de Grondwet onlosmakelijk met elkaar verbonden zijn bij de beoordeling van de grondwettigheid der lokalisatiecriteria die het decreet vaststelt.

Om aan het voorschrift van de Grondwet te beantwoorden moeten die criteria bij machte zijn zowel de plaats te situeren waar de sociale betrekkingen tussen de werkgever en zijn personeel hoofdzakelijk tot stand komen als die plaats uitsluitend binnen het territoriale bevoegdheidsgebied van de decretgever te brengen.

8.B.2. Luidens artikel 1, eerste lid, van het bestreden decreet is het « van toepassing op de natuurlijke personen en rechtspersonen die een exploitatiezetel in het Nederlandse taalgebied hebben of die personeel in het Nederlandse taalgebied tewerkstellen ».

Dit artikel overschrijdt het territoriale bevoegdheidsgebied dat door de Grondwet aan de Cultuurraad voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap (zo genoemd in 1973 — thans de Vlaamse Raad) is toegewezen, in zoverre daarin gesteld is dat het decreet toepasselijk is « in het Nederlandse taalgebied » zonder rekening te houden met de uitzonderingen bepaald in artikel 59bis, § 4, tweede lid, van de Grondwet.

Hetzelfde artikel geeft twee lokalisatiecriteria aan. Het staat aan het Hof na te gaan of de gemeenschapswetgever bij het vaststellen van die lokalisatiecriteria binnen de perken van zijn territoriale bevoegdheid is gebleven.

Beide criteria hebben een territoriale werking: zij zijn bij machte een lokalisatie in het bevoegdheidsgebied van de gemeenschapswetgever te verrichten. Evenwel, aangezien het criterium, plaats van tewerkstelling van het personeel, slechts één van de partijen bij de sociale betrekkingen binnen het bedoelde bevoegdheidsgebied lokaliseert, t.w. het personeel en niet, zoals grondwettelijk vereist, de « sociale betrekkingen tussen de werkgevers en hun personeel », zelf, kan het de grondwettigheidsstoets niet doorstaan.

Wat betreft het criterium « exploitatiezetel », liggen de zaken anders. Het is in de exploitatiezetel — iedere vestiging of centrum van activiteit met enige standvastigheid — waaraan het personeelslid gehecht is, dat de sociale contacten tussen de twee partijen in principe plaats hebben: daar worden doorgaans de opdrachten en instructies aan het personeelslid gegeven, worden hem alle mededelingen gedaan en wendt hij zich tot zijn werkgever. Zo opgevat, is dit criterium in overeenstemming met het grondwettelijk voorschrift inzake het gebruik van de talen voor de sociale betrekkingen.

Het criterium, plaats van de exploitatiezetel, beantwoordt ook aan het tweede luik van de toepasselijke materiële bevoegdheidsomschrijving zoals die is gegeven in artikel 59bis, § 3, 3<sup>o</sup>, van de Grondwet, t.w. de regeling van het gebruik van de talen voor « de door de wet en de verordeningen voorgeschreven akten en bescheiden van de ondernemingen »: de bedoelde akten en bescheiden bevinden zich normaal in de exploitatiezetel of kunnen tenminste daar worden gesitueerd.

Dienvolgens stelt het Hof vast, dat het in artikel 1, eerste lid, van het bestreden decreet bepaalde lokalisatiecriterium, personeel in het Nederlandse taalgebied tewerkstellen, grondwettelijk niet verantwoord is, dat het aldaar bepaalde lokalisatiecriterium, een exploitatiezetel in het Nederlandse taalgebied hebben, grondwettelijk verantwoord is, behoudens de niet-inachtneming van de bij artikel 59bis, § 4, tweede lid, van de Grondwet bepaalde uitzonderingen bij de omschrijving van het territoriale bevoegdheidsgebied van de decretale wetgever.

*Over het tweede middel*

9.A1. De Executieve van de Franse Gemeenschap voert tot staving van haar beroep als tweede middel aan dat het bestreden decreet artikel 59bis, § 3, 3<sup>o</sup>, van de Grondwet schendt.

In een eerste onderdeel betoogt de Executieve van de Franse Gemeenschap dat de artikelen 2, 5 en 10 van het bestreden decreet de materiële bevoegdheid toegekend bij artikel 59bis, § 3, 3<sup>o</sup>, van de Grondwet te buiten gaat door op straffe van nietigheid uitsluitend het gebruik van het Nederlands op te leggen in de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en de werknemers en voor de wettelijk voorgeschreven akten en bescheiden van de ondernemingen. Artikel 59bis, § 3, 3<sup>o</sup>, van de Grondwet dient immers geïnterpreteerd te worden in het licht van artikel 23 van de Grondwet. Dit artikel bepaalt dat het gebruik van de in België gesproken talen vrij is en dat het alleen kan worden geregeld voor de handelingen van het openbaar gezag en voor gerechtszaken.

9.A2. De Vlaamse Executieve betwist dat argument en betoogt dat artikel 59bis, § 3, van de Grondwet artikel 23 van de Grondwet aanvult; zo heeft het de mogelijkheid om uitzonderingen te bepalen op het principe van de vrijheid van taalgebruik verruimd door de gemeenschapsraden toe te laten het taalgebruik in de sociale betrekkingen te regelen.

9.B. Door aan de Cultuurraden van de Cultuurgemeenschappen bevoegdheid toe te kennen om het taalgebruik in de sociale betrekkingen tussen werkgevers en werknemers alsmede voor de wettelijk voorgeschreven akten en bescheiden van de ondernemingen te regelen, heeft artikel 59bis, § 3, 3<sup>o</sup>, van de Grondwet een uitzondering toegevoegd op het in artikel 23 van de Grondwet erkende beginsel van de vrijheid van taalgebruik.

De Cultuurraad voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap regelde bijgevolg in beginsel een aangelegenheid waarvoor hij grondwettelijk bevoegd was toen hij op 19 juni 1973 het bestreden decreet aannam.

Het eerste onderdeel van het tweede middel is ongegrond.

10.A1. In een tweede onderdeel betoogt de verzoekende partij dat de Cultuurraad voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap de materiële bevoegdheid die hem verleend was door artikel 59bis, § 3, 3<sup>o</sup>, van de Grondwet heeft overschreden.

a) Luidens artikel 3 van het decreet omvatten de sociale betrekkingen tussen werkgevers en werknemers, zelfs mondelinge, contacten die slechts een indirect verband hebben met de tewerkstelling. Daardoor wordt het grondwettelijke begrip sociale betrekkingen miskend.

b) Artikel 4, § 3, van het decreet, beoogt « alle betrekkingen tussen de werkgevers en privaatrechtelijke of publiekrechtelijke instellingen die hun oorsprong vinden in de arbeidsverhouding », hetgeen ongrondwettig is daar in de Grondwet enkel sprake is van sociale betrekkingen tussen werkgevers en werknemers.

c) Ten slotte schendt artikel 5 van het decreet artikel 59bis, § 3, 3<sup>o</sup>, van de Grondwet in zoverre het tevens van toepassing is op boekhoudkundige documenten die niet door de wet en de verordeningen zijn voorgeschreven.

10.A2.a) De Vlaamse Executieve betoogt wat de eerste aangevoerde bevoegdheidsoverschrijding betreft, dat het bestreden decreet slechts toepasselijk is op de mondelinge contacten tussen werkgevers en werknemers voor zover deze verband houden met de arbeidsverhouding.

De Vlaamse Executieve is overigens van oordeel dat de grondwetgever alle betrekkingen die verband houden met de tewerkstelling, met inbegrip van de mondelinge betrekkingen, onder het begrip sociale betrekkingen heeft begrepen.

b) Wat artikel 4, § 3, van het bestreden decreet betreft, betoogt de Vlaamse Executieve dat de betrekkingen tussen de werkgever en de privaot- of publiekrechtelijke instellingen die hun oorsprong vinden in de arbeidsverhouding wel degelijk sociale betrekkingen zijn in de zin van artikel 59bis, § 3, 3<sup>o</sup>, van de Grondwet. Voor zover het Hof deze stelling niet zou delen, dient te worden opgemerkt dat het taalgebruik voor dergelijke betrekkingen kan geregeld worden op basis van artikel 59bis, § 3, 1<sup>o</sup>, van de Grondwet.

c) Tenslotte betwist de Vlaamse Executieve het argument van de verzoekende partij dat artikel 5 van het decreet van 19 juli 1973, artikel 59bis, § 3, 3<sup>o</sup>, van de Grondwet schendt in zoverre het van toepassing mocht zijn op de niet door de wet en de verordeningen

voorgeschreven boekhoudkundige documenten: de laatste twee delen van dat artikel dienen als een precisering van het eerste lid ervan te worden opgevat.

10.B1. Artikel 59bis, § 3, 3<sup>o</sup>, van de Grondwet heeft de gemeenschapsraden bevoegdheid toegekend om het taalgebruik te regelen voor « de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en hun personeel, alsmede de door de wet en de verordeningen voorgeschreven akten en bescheiden van de ondernemingen ».

a) Artikel 59bis, § 3, 3<sup>o</sup>, van de Grondwet geeft geen definitie van het begrip « sociale betrekkingen tussen de werkgevers en hun personeel ». Artikel 3 van het aangevochten decreet schendt artikel 59bis, § 3, 3<sup>o</sup>, van de Grondwet niet door te bepalen dat deze sociale betrekkingen de mondelinge contacten omvatten die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met de arbeidsverhouding.

Het tweede onderdeel van het tweede middel is op dat punt ongegrond.

b) Artikel 59bis, § 3, 3<sup>o</sup>, van de Grondwet heeft de bevoegdheid tot het regelen van het taalgebruik in sociale betrekkingen beperkt tot de betrekkingen tussen de werkgevers en hun personeel. Betrekkingen tussen werkgevers en privaatrechtelijke en publiekrechtelijke instellingen zijn geen sociale betrekkingen in de zin van artikel 59bis, § 3, 3<sup>o</sup>, van de Grondwet.

Artikel 4, § 3, van het aangevochten decreet schendt dus artikel 59bis, § 3, 3<sup>o</sup>, van de Grondwet.

De bedoelde betrekkingen behoren evenmin tot de bestuurszaken in de zin van artikel 59bis, § 3, 3<sup>o</sup>, van de Grondwet.

Op dit punt is het tweede onderdeel van het tweede middel gegrond.

c) Artikel 59bis, § 3, 3<sup>o</sup>, van de Grondwet bepaalt dat de Raden het taalgebruik kunnen regelen voor die akten en bescheiden van de ondernemingen, die door de wet en de verordeningen worden voorgeschreven.

Artikel 5 van het bestreden decreet schendt artikel 59bis, § 3, 3<sup>o</sup>, van de Grondwet in zoverre het toepasselijk is op boekhoudkundige documenten die niet door de wet of de verordeningen zijn voorgeschreven.

Het tweede onderdeel van het tweede middel is in zoverre gegrond.

Om die redenen

Het Hof

verklaart het op 10 september 1986 door de Executieve van de Franse Gemeenschap ingestelde beroep ontvankelijk;

zegt voor recht dat, overeenkomstig de bepalingen van het tweede lid van artikel 59bis, § 4, van de Grondwet, het decreet van 19 juli 1973 « tot regeling van het gebruik van de talen voor de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en de werknemers, alsmede van de door de wet en de verordeningen voorgeschreven akten en bescheiden van de ondernemingen » geen kracht van wet heeft dan binnen de grenzen aangegeven in het tweede lid van dit artikel;

besluit:

1. het voormelde decreet wordt vernietigd in zoverre het toepassingsgebied ervan, zoals het is omschreven in artikel 1, omvat de gemeenten of groepen van gemeenten van het Nederlandse taalgebied, palend aan een ander taalgebied en waar de wet het gebruik van een andere taal dan die van het gebied waarin zij gelegen zijn, voorschrijft of toelaat.

2. In artikel 1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de volgende bewoordingen vernietigd: « of die personeel in het Nederlandse taalgebied tewerkstellen »;

3. Artikel 4, § 3, van hetzelfde decreet wordt vernietigd.

4. In artikel 5, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de volgende bewoordingen vernietigd: « alle boekhoudkundige documenten ».

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits overeenkomstig artikel 55 van de organieke wet van 28 juni 1983, op de openbare terechtzitting van

De griffier,  
(Get.) H. Van Der Zwalmen,

De voorzitter,  
(Get.) Ellenne Gutt.

D. 86 — 271

## Urteil

Geschäftsverzeichnisseummer : 24

In Sachen: Antrag der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 10. September 1985 auf Nichtigerklärung des Dekrets vom 19. Juli 1973 der Niederländischen Kulturgemeinschaft « tot regeling van het gebruik van de talen voor de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en de werknemers, alsmede van de door de wet en de verordeningen voorgeschreven akten en bescheiden van de ondernemingen » (« zur Regelung des Gebrauchs der Sprachen in den sozialen Beziehungen zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern sowie in den gesetzlich und verordnungsmässig vorgeschriebenen Akten und Schriftstücken der Unternehmen »).

Der Schiedsgerichtshof,

zusammengesetzt aus :

den Herren E. Gutt und J. Delva, Vorsitzenden,  
den Herren W. Calwaert, J. Sarot, Frau I. Petry, den Herren  
J. Watholet, D. Andro, F. Dobaedts, L. De Grève, K. Blanckaert,  
L.P. Suelens und M. Melchior, Richtern,  
und Herrn H. Van Der Zwalmen, Kanzler,  
unter dem Vorsitz des Herrn E. Gutt,

hat folgendes Urteil erlassen :

## I. Gegenstand des Antrags

Mit einer Klageschrift vom 10. September 1985 beantragt die Exekutive der Französischen Gemeinschaft die Nichtigerklärung des Dekrets vom 19. Juli 1973 des Kulturrates der Niederländischen Kulturgemeinschaft « zur Regelung des Gebrauchs der Sprachen in den sozialen Beziehungen zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern sowie in den gesetzlich und verordnungsmässig vorgeschriebenen Akten und Schriftstücken der Unternehmen ».

## II. Verfahren

Durch Anordnung vom 11. September 1985 hat der amtierende Vorsitzende gemäss den Artikeln 46 § 1, 48 und 49 des Gesetzes vom 28. Juni 1983 über die Organisation, die Zuständigkeit und die Arbeitsweise des Schiedsgerichtshofs die beisitzenden Mitglieder bezeichnet.

Durch Anordnung vom 20. September 1985 hat der amtierende Vorsitzende die Rechtssache dem in Vollsitzung tagenden Schiedsgerichtshof unterbreitet.

Der Kanzler des Hofes hat die in Artikel 58 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 vorgesehene Bekanntmachung in französischer, niederländischer und deutscher Sprache im *Belgischen Staatsblatt* vom 17. September 1985 veröffentlichen lassen;

Die durch die Artikel 50 § 2, 61 und 113 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 vorgesehenen Bekanntmachungen sind per Einschreibpost vom 16. September 1985 zugestellt worden. Der Empfang von diesen Bekanntmachungen ist am 17., 18., 19., und 20. September 1985 bescheinigt worden.

Die Flämische Exekutive hat am 3. Oktober 1985 einen Schriftsatz eingereicht.

Die Exekutive der Wallonischen Region hat am 17. Oktober 1985 einen Schriftsatz eingereicht.

Der Hof hat beschlossen, dass die Sache reif ist, um untersucht zu werden, und hat durch Anordnung vom 30. Oktober 1985 die Sitzung zur Verhandlung auf den 20. November 1985 anberaumt.

Diese Anordnung ist am 31. Oktober 1985 per Einschreibpost den in den Artikeln 50 § 1 und 113 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 angeführten Organen und Funktionsträgern zugestellt worden. Der Empfang ist am 4. und 5. November 1985 bescheinigt worden. Die Rechtsanwältinnen dieser Organe und Funktionsträger sind am 31. Oktober 1985 von dem Datum der Sitzung benachrichtigt worden. Der Empfang dieser Benachrichtigung ist am 4. und 5. November 1985 bescheinigt worden. Die in Artikel 61 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 angeführten Parteien und deren Rechtsanwälte sind durch Briefe vom 31. Oktober 1985 von der Sitzung benachrichtigt worden.

Auf Antrag der Beisitzer der Exekutive der Französischen Gemeinschaft und der Exekutive der Wallonischen Region hat der Hof in der Sitzung vom 20. November 1985 die Rechtssache auf den 27. November 1985 aufgeschoben.

Zu der Sitzung vom 27. November 1985 sind erschienen :

— die Herren S. Moureaux und P. Legros, in Brüssel zugelassene Anwälte, als Vertreter der Exekutive der Französischen Gemeinschaft, avenue des Arts 10 ad, 1040 Brüssel.

— Herr V. Thiry, in Lüttich zugelassener Anwalt, als Vertreter der Exekutive der Wallonischen Region, avenue du Prince de Lige, 7, 5100 Namur.

— Herr P. Van Orshoven, in Brüssel zugelassener Anwalt, als Vertreter der Flämischen Exekutive, rue Joseph II, 30, 1040 Brüssel.

In derselben Sitzung,

haben die berichterstattenden Richter, die Herren André und Dobaedts, in französischer beziehungsweise niederländischer Sprache Bericht erstattet.

Die Anwälte S. Moureaux, P. Legros, V. Thiry und P. Van Orshoven haben darauf plüdiert, die ersten drei in französischer Sprache und der vierte in niederländischer Sprache.

Der Hof hat die Rechtssache zur Beratung bestimmt.

Das Verfahren wurde gemäss den Bestimmungen der Artikel 52 und ff. des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 über den Gebrauch der Sprachen vor dem Schiedsgerichtshof weitergeführt.

## III. In rechtlicher Beziehung

1. Der Kulturrat der Niederländischen Kulturgemeinschaft hat am 19. Juni 1983 das angefochtene Dekret verabschiedet. Das Dekret wurde am 19. Juli 1973 sanktioniert und verkündet.

Es wurde am 6. September 1983 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

2. Das angefochtene Dekret regelt den Sprachgebrauch in den sozialen Beziehungen zwischen Arbeitgebern und deren Personal, sowie in den gesetzlich und verordnungsmässig vorgeschriebenen Akten und Schriftstücken der Unternehmen.

2.1. Laut Artikel 2 des Dekrets ist Niederländisch die zu verwendende Sprache in den sozialen Beziehungen zwischen Arbeitgebern und deren Personal, sowie in den gesetzlich und verordnungsmässig vorgeschriebenen Akten und Schriftstücken der Unternehmen.

2.2. *Ratione loci* ist das Dekret vom 19. Juli 1973 anwendbar auf das niederländische Sprachgebiet.

Gemäss Artikel 1 Absatz 1 des Dekrets erlauben zwei Massstäbe den Gegenstand des Dekrets im niederländischen Sprachgebiet, örtlich zu begrenzen ; die Niederlassung des Sitzes des Unternehmens in diesem Gebiet oder die Beschäftigung des Personals in diesem Gebiet.

2.3. Absatz 2 des Artikels 1 des Dekrets vom 19. Juli 1973 stellt mehrere Gleichstellungen mit den Begriffen « Arbeitnehmer », « Arbeitgeber » und « Unternehmen » auf.

2.4. Gemäss Artikel 3 schliessen die « sozialen Beziehungen » die individuellen und kollektiven — sowohl mündlichen als auch schriftlichen — Kontakte zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern ein, die sich mittelbar oder unmittelbar aus dem Arbeitsverhältnis ergeben.

Artikel 4 zählt eine Reihe von Beispielen von Beziehungen auf, die als « soziale Beziehungen » betrachtet werden müssen.

Gemäss diesem Artikel umfassen die sozialen Beziehungen auch diejenigen, die ein Arbeitgeber mit « den öffentlich — oder privat-rechtlichen Einrichtungen, die in dem Arbeitsverhältnis ihren Ursprung haben », haben kann.

2.5. Artikel 5 bestimmt, dass « alle durch das Gesetz vorgeschriebenen Akten und Schriftstücke der Arbeitgeber, alle Buchungsbelege, alle für ihr Personal bestimmten Unterlagen » in niederländischer Sprache abgefasst sein müssen. Es werden in diesem Artikel aber Fälle vorgesehen, in denen die Arbeitgeber verpflichtet sind, den für das Personal bestimmten Akten eine Übersetzung in eine oder mehrere Sprachen beizufügen.

2.6. Die Artikel 6 und 8 des Dekrets betreffen die Organe, die mit der Beaufsichtigung der Durchführung des Dekrets beauftragt sind, sowie die ihnen im Hinblick auf die Ausübung ihres Auftrags zustehenden Befugnisse.

2.7. Im letzten Titel des Dekrets werden die Strafen vorgesehen, die bei Verletzung der Bestimmungen des Dekrets verhängt werden.

a) Artikel 10 Absatz 1 bestimmt dass alle Unterlagen und Akten, die mit den Bestimmungen des Dekrets kollidieren, nichtig sind. Diese Nichtigkeit wird von Amts wegen vom Richter festgestellt. Der Richter befiehlt den Ersatz der betreffenden Unterlage.

Abatz 4 sieht vor, dass die Aufhebung der Nichtigkeit erst ab dem Tag wirkt, an dem die Ersatzunterlagen in die Kanzlei des Arbeitsgerichts eingereicht werden.

Abatz 5 schreibt vor, dass die Feststellung der Nichtigkeit dem Arbeitnehmer nicht nachteilig sein darf und dass sie die Rechte Dritter forbesuchen lässt. Für den durch diese nichtigen Unterlagen oder Akten dem Arbeitnehmer oder Dritten zugefügten Schaden haftet, laut desselben Absatzes, der Arbeitgeber.



b) Artikel 11 bestimmt die Bedingungen bezüglich der möglichen Verhängung einer administrativen Strafe über den Arbeitgeber, der das Dekret übertritt.

c) Die Artikel 12 und 13 sehen vor, welche Strafmassnahmen dem Arbeitgeber, der das Dekret übertritt, auferlegt werden können: es handelt sich um Freiheitsstrafen von acht Tagen bis zu einem Monat und um Geldstrafen von 26 bis 500 Francs.

In Artikel 14 wird vorgesehen, dass der Arbeitgeber für die Zahlung der Geldstrafen, zu denen seine Beauftragten oder Bevollmächtigten verurteilt worden sind, zivilrechtlich haftet.

Artikel 15 bringt alle Bestimmungen des ersten Buchs des Strafgesetzbuchs, ausser Kapitel V, aber einschliesslich Kapitel VII und Artikel 85, auf die durch das Dekret vorgesehenen Verstösse in Anwendung.

Artikel 16 handelt von der Verjährung der aus den Verletzungen des Dekrets folgenden öffentlichen Klage.

3.1. Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft ist die klagende Partei. Die Flämische Exekutive und die Exekutive der Wallonischen Region, die am 3. Oktober 1985 beziehungsweise am 17. Oktober 1985 einen Schriftsatz übersandt haben, sind parteien in Anwendung des Artikels 69 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983.

3.2. Es wurde von den in Artikel 61 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 erwähnten Prozessparteien vor den Gerichten, die den Hof mit einer Vorfrage über das Dekret befasst haben, kein einziger Schriftsatz eingereicht.

#### Zulässigkeit der Klage

4.A. In ihrem Schriftsatz bestreitet die Flämische Exekutive die Zulässigkeit der vor den Hof gebrachten Klage aus dem Grunde, dass im vorliegenden Falle Artikel 2 § 2 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 nicht anwendbar sei.

Die Flämische Exekutive ist der Ansicht, dass gegen das angefochtene Dekret keine neue Frist von sechs Monaten gewährt werden könne: Artikel 2 § 2 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 finde keine Anwendung auf Rechtssachen wie die vorliegende, die auf Grund von Artikel 17 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vor die Abteilung für Kompetenzkonflikte des Staatsrates gebracht worden war; die gemäss Artikel 110 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 erfolgende Umwandlung dieser Rechtssache in eine Klage auf Nichtigkeitserklärung, habe nämlich nur in bezug auf die eigentliche Anrufung des Hofes, mit Ausschluss der Anwendung von Artikel 2 § 2 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983, Wirkung.

4.B. Die klagende Partei hat ihre Klage in Anwendung des Artikels 2 § 2 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 erhoben. Dieser Artikel bestimmt, dass eine neue Frist von sechs Monaten für die Einreichung einer Klage auf Nichtigkeitserklärung eines Dekrets gewährt wird, wenn die Klage sich gegen eine Norm richtet, die denselben Gegenstand hat und die von einem anderen Gesetzgeber erlassen wurden als jenem, der das angefochtene Dekret verabschiedet hat.

Der Hof ist gemäss Artikel 110 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 mit der Rechtssache bezüglich des Dekrets des Rates der Französischen Gemeinschaft vom 30. Juni 1982 befasst worden. Die Frist von sechs Monaten, auf die die klagende Partei sich im vorliegenden Falle im Hinblick auf die Erhebung ihrer Klage stützt, hat am 28. März 1985 begonnen, das Datum der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* der Bekanntmachung, die darauf hinweist, dass die Flämische Exekutive gegen das Dekret vom 30. Juni 1982 des Rates der Französischen Kulturgemeinschaft zum Schutz der Freiheit des Sprachgebrauchs und der Verwendung der französischen Sprache in den sozialen Beziehungen zwischen den Arbeitgebern und deren Personal sowie in den durch die Gesetze und Verordnungen auferlegten Akten und Dokumenten der Unternehmen Klage erhoben hat.

Auf Grund von den Artikeln 110 und 1 § 1 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 werden die Beschwerden, mit denen ein Beilegungsbeschluss im Sinne der Artikel 17 und 37 (jetzt aufgehoben) der koordinierten Gesetze über den Staatsrat begehrt wird, in Nichtigkeitsklagen umgewandelt.

Dadurch sind alle Regeln betreffend die Nichtigkeitsstreitverfahren, die durch das organisierende Gesetz vom 28. Juni 1983, einschliesslich seines Artikel 2 § 2 vorgesehen sind, vor den Hof anwendbar.

Da die Exekutive der Französischen Gemeinschaft ihre Klage am 10. September 1985 eingereicht hat, hat sie die durch Artikel 2 § 2 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 vorgesehenen Fristen eingehalten.

Die Einrede der Unzulässigkeit *ratione temporis* kann also nicht in Betracht kommen.

5.A. Die Flämische Exekutive behauptet in ihrem Schriftsatz, dass auch Artikel 2 § 2 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 im vorliegenden Falle keine Anwendung finde, weil das angefochtene Dekret nicht denselben Gegenstand habe wie das der Französischen Gemeinschaft, gegen das sie selbst Klage erhoben hat. Obwohl die Flämische Exekutive nicht bezweifelt, dass beide Dekrete ganz entschieden denselben Gegenstand haben, weist sie jedoch darauf hin, dass ihre Überschrift verschieden sei und dass die Exekutive der Französischen Gemeinschaft vorbringe, das Dekret vom 30. Juni 1982 sichere den Schutz der französischen Sprache.

5.B. Der Hof ist nicht gebunden durch die von den Parteien gegebene Bezeichnung der Normen, auf die sie sich berufen. Aus der Prüfung des tatsächlichen Gegenstandes des Dekrets vom 19. Juli 1973 des Kulturrates der Niederländischen Kulturgemeinschaft sowie des Dekrets vom 30. Juni 1982 des Rates der Französischen Gemeinschaft geht hervor, dass beide Dekrete die Angelegenheit des Sprachgebrauchs in den sozialen Beziehungen zwischen Arbeitgebern und deren Personal im Sinne des Artikels 59 bis § 3<sup>o</sup> der Verfassung regeln. Die zweite, von der Flämischen Exekutive aus der Unanwendbarkeit des Artikels 2 § 2 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 abgeleitete Einrede der Unzulässigkeit kommt nicht in Betracht.

6.A. Schliesslich bestreitet die Flämische Exekutive die Zulässigkeit der Klage mit der Erwägung, dass der in Artikel 2 § 2 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 benutzte Begriff « Norm, die denselben Gegenstand hat », in solcher Weise verstanden werden müsse, dass die Art der Zuständigkeitsüberschreitung in bezug auf beide Normen dieselbe sein müsse.

6.B. Diese von der Flämischen Exekutive also vorgenommene Auslegung des Artikels 2 § 2 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 widerspricht sowohl dem Wortlaut als auch dem Geist der genannten Bestimmung.

Artikel 2 § 2 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 erlegt als einzige Bedingung auf für die Einräumung einer neuen Frist von sechs Monaten, um gegen eine Norm, die seit mehr als einem Jahr in Kraft getreten ist, eine Nichtigkeitsklage zu erheben, dass eine Klage gegen eine Norm, die denselben Gegenstand hat, erhoben wird — was im vorliegenden Falle nachgewiesen ist —, fügt aber nicht hinzu, dass die Klage dieselben Unzuständigkeitsgründe vorbringen muss.

Die dritte von der Flämischen Exekutive erhobene Einrede der Unzulässigkeit kommt nicht in Betracht.

#### Zum Gegenstand der Klage

7.A. In ihrem Schriftsatz behauptet die Flämische Exekutive, dass die von der klagenden Partei vorgebrachten Rechtsgründe den Gegenstand des Antrags auf eine teilweise Nichtigkeitsklage des Dekrets des Rates der Niederländischen Kulturgemeinschaft vom 19. Juli 1973 beschränkten.

7.B. In ihrer Klageformel ersucht die Exekutive der Französischen Gemeinschaft den Hof zu entscheiden, dass das Dekret vom 19. Juli 1973 (...) für nichtig zu erklären ist. Der Hof ist mit einem Antrag auf vollständige Nichtigkeitsklage des angefochtenen Dekrets befasst worden. Die Tatsache, dass der Ansicht einer der Parteien nach, die in der Klageschrift erhobenen Klagegründe nur zu einer teilweise Nichtigkeitsklage führen könnten, beinhaltet nicht dass der Gegenstand der Klage, wie er in der Klageschrift formuliert ist, beschränkt werden könne. Artikel 6 Absatz 1 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 bestimmt übrigens: « Ist die Klage begründet, so erklärt der Schiedsgerichtshof ganz oder teilweise das angefochtene Gesetz oder Dekret für nichtig ».

#### Zur Hauptsache

##### Zum ersten Klagegrund

8.A.1. Zur Unterstützung ihrer Klage wendet die Exekutive der Französischen Gemeinschaft in einem ersten Rechtsgrund ein, dass angefochtene Dekret verletze Artikel 59 bis § 4 Absatz 2 der Verfassung:

a) Artikel 59 bis § 4 Absatz 2 der Verfassung schliesst die an ein anderes Sprachgebiet grenzenden Gemeinden oder Gemeindegruppen, wo das Gesetz den Gebrauch einer anderen Sprache als der des Gebiets zulässt, in dem sie gelegen sind, von der örtlichen Zuständigkeit der Gemeinschaftsräte aus, die in bezug auf den Sprachgebrauch in sozialen Beziehungen die gesetzgebende Gewalt ausüben.

Die klagende Partei ist der Ansicht, das Dekret vom 19. Juli 1973 verletze die Verfassungsregeln bezüglich der örtlichen Zuständigkeit, insofern es auf das ganze niederländische Sprachgebiet ohne die o.a. Einschränkungen Anwendung findet.

b) Das angefochtene Dekret verletze ausserdem Artikel 59 bis § 4 Absatz 2 der Verfassung, indem es auf juristische und natürliche Personen Anwendung findet, die einen Betriebssitz in dem zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt, in dem französischen Sprachgebiet oder in dem deutschen Sprachgebiet haben, insoweit als diese Personen Personal in dem niederländischen Sprachgebiet beschäftigen.

8.A.2.a) Als Erwiderung des ersten Rechtsgrundes führt die Flämische Exekutive zuerst an, dass der Anwendungsbereich des angefochtenen Dekrets nicht durch das genannte Dekret, sondern durch Artikel 59 bis § 4 Absatz 2 der Verfassung abgegrenzt werde. So müssten die in Artikel 1 des angefochtenen Dekrets benutzten Wörter «in dem niederländischen Sprachgebiet» unter Berücksichtigung der in Artikel 59 bis § 4 Absatz 2 der Verfassung vorgesehenen Einschränkungen ausgelegt werden.

b) Ausserdem, in bezug auf die ausserterritoriale Wirkung des angefochtenen Dekrets, die aus dem zweiten, auf den Beschäftigungsort des Personals bezogenen Anwendungskriterium entsteht, erachtet die Flämische Exekutive, dass diese Wirkung keine Verletzung des Artikels 59 bis § 4 Absatz 2 der Verfassung sei: eine Norm, die für das Gebiet, für das sie zuständig ist, eine Angelegenheit regelt, könne auf Personen, die diesem Gebiet nicht angehören, Anwendung finden, sobald diese Personen auf diesem Gebiet die durch die Norm geregelten Handlungen vornehmen.

Das zweite, von dem Dekret gewählte Anwendungskriterium, weise eine ausreichende Bindung an das Gebiet auf, in dem der Kulturrat der Niederländischen Kulturgemeinschaft seine Zuständigkeiten ausüben konnte. Die Frage der gemischten Zustände — derer, die zu Zuständigkeitsgebieten, die von verschiedenen Gesetzgebern abhängen, in Beziehung stehen — könne der Ansicht der Flämischen Exekutive nach, nicht mittels der Ausschaltung der Anwendungskriterien gelöst werden.

c) Schliesslich dankt die Flämische Exekutive das Argument, dem zufolge der Verfassungsgeber sich für ein System der Exklusivverteilung der Zuständigkeitsbereiche unter Staat, Gemeinschaften und Regionen entschieden habe, verliere einen sehr grossen Teil seines Wertes, seitdem der Gesetzgeber zugelassen hat, dass Konflikte ohne Zuständigkeitsüberschreitung dem Schiedsgerichtshof zur Vorabentscheidung vorgelegt werden.

8.B. Das angefochtene Dekret zielt darauf hin, den Sprachgebrauch in den sozialen Beziehungen zwischen Arbeitgebern und deren Personal, sowie in den gesetzlich und verordnungsmässig vorgeschriebenen Akten und Schriftstücken der Unternehmen, zu regeln.

Artikel 59 bis § 3 3<sup>o</sup> der Verfassung bildet die Grundlage der materiellen Zuständigkeit, über die der Dekretgeber in dieser Hinsicht verfügt.

Artikel 59 bis § 4 Absatz 2 der Verfassung bestimmt: «die in Anwendung von § 3 ergangenen Dekrete haben jeweils Gesetzeskraft im niederländischen Sprachgebiet, und im französischen Sprachgebiet, ausgenommen in bezug auf:

— die an ein anderes Sprachgebiet grenzenden Gemeinden oder Gemeindegruppen, wo das Gesetz den Gebrauch einer anderen Sprache als der des Gebietes vorschreibt oder zulässt, in dem sie gelegen sind (...)».

Diese Verfassungsbestimmungen haben eine ausschliessliche örtliche Zuständigkeitsverteilung zustande gebracht. Ein solches System setzt voraus, dass es möglich ist, den Gegenstand jeder von einem Gemeinschaftsgesetzgeber erlassene Regelung innerhalb des Gebietes, für das er zuständig ist, zu lokalisieren, so dass jedes konkrete Verhältnis und jeder konkrete Zustand von nur einem Gesetzgeber geregelt werden.

8.B.1. Unter Beachtung der Verfassungsbestimmungen können die Gemeinschaftsräte festlegen, welches Kriterium beziehungsweise welche Kriterien angewendet werden, um zu bestimmen, dass der Gegenstand der von ihnen erlassenen Regelung ihrer Meinung nach innerhalb ihres Zuständigkeitsgebietes lokalisiert ist. Die gewählten Kriterien unterliegen jedoch der Kontrolle des Hofes, der beauftragt ist, dafür zu sorgen, dass die Gemeinschaftsräte weder ihre sachliche noch ihre örtliche Zuständigkeit überschreiten.

Diese Verfassungsmässigkeitskontrolle erfolgt zunächst hinsichtlich der Bestimmungen, die die sachliche Zuständigkeit verleihen und die die Grundlagen enthalten, auf Grund deren die Gültigkeit dieser Kriterien beurteilt werden kann; Einsicht in den Gegenstand, in die Art und gegebenenfalls in das Ziel der verliehenen sachlichen Zuständigkeit ist notwendig, um sich über die Lokalisation des Gegenstandes der erlassenen Regelung innerhalb des durch die Verfassung festgelegten örtlichen Zuständigkeitsgebietes ein treffendes Urteil bilden zu können.

Die Anwendung auf den Gegenstand des angefochtenen Dekrets beinhaltet, dass die Bestimmungen des Paragraphen 3 3<sup>o</sup> und des Paragraphen 4 Absatz 2 des Artikels 59 bis der Verfassung, die untrennbar miteinander verbunden sind, als Grundlage zur Beurteilung der Verfassungsmässigkeit der durch das Dekret festgesetzten Lokalisierungskriterien dienen.

Um der Verfassungsvorschrift zu entsprechen, müssen die gewählten Kriterien es ermöglichen, sowohl den Ort, wo die sozialen Beziehungen zwischen dem Arbeitgeber und seinem Personal hauptsächlich zustande kommen, zu bestimmen, als auch diesen Ort ausschliesslich innerhalb des örtlichen Zuständigkeitsgebietes des Dekretsgebers festzulegen.

8.B.2. Laut Artikel 1, Absatz 1, des angefochtenen Dekrets «ist letzteres anwendbar auf natürliche und juristische Personen, die einen Betriebssitz im niederländischen Sprachgebiet haben oder im niederländischen Sprachgebiet Personal beschäftigen».

Dieser Artikel überschreitet die örtliche Zuständigkeit, die dem Kulturrat der Niederländischen Kulturgemeinschaft (so genannt im Jahre 1973 — jetzt Flämischer Rat) verliehen worden ist, insofern darin bestimmt wird, dass das Dekret «im niederländischen Sprachgebiet» anwendbar ist, ohne dass die in Artikel 59 bis § 4 Absatz 2 der Verfassung vorgesehenen Ausnahmen berücksichtigt werden.

Derselbe Artikel gibt zwei Lokalisierungskriterien an. Es obliegt dem Hof zu prüfen, ob der Gemeinschaftsgesetzgeber beim Festsetzen dieser Kriterien innerhalb der Grenzen seiner örtlichen Zuständigkeit geblieben ist.

Beide Kriterien haben eine örtliche Bedeutung; sie ermöglichen es, eine Lokalisierung innerhalb des Zuständigkeitsgebietes des Gemeinschaftsgesetzgebers vorzunehmen. Jedoch, weil das auf den Beschäftigungsort des Personals bezogene Kriterium nur eine der Parteien bei den sozialen Beziehungen, nämlich das Personal, innerhalb des besagten Zuständigkeitsgebietes lokalisiert, und nicht, wie die Verfassung es erfordert, die «sozialen Beziehungen zwischen den Arbeitgebern und deren Personal» selbst, kann es die Verfassungsmässigkeitskontrolle nicht bestehen.

Die Lage ist anders, was das auf den Betriebssitz bezogene Kriterium betrifft. Die sozialen Beziehungen zwischen beiden Parteien kommen grundsätzlich in dem Betriebssitz, — jede Einrichtung oder Betriebseinheit mit einiger Stabilität — zustande, mit dem das Personalmitglied verbunden ist: durchgehend werden dort die Aufträge und Anweisungen dem Personalmitglied erteilt, dort werden ihm alle Mitteilungen gemacht und wendet es sich an seinem Arbeitgeber. Dieses auf diese Weise aufgefasste Kriterium stimmt mit der Verfassungsvorschrift hinsichtlich des Sprachgebrauchs in den sozialen Beziehungen überein.

Das auf den Ort des Betriebssitzes bezogene Kriterium entspricht auch dem zweiten Teil der durch Artikel 59 bis § 3 3<sup>o</sup> der Verfassung gegebenen Definition der sachlichen Zuständigkeit, nämlich die Regelung des Sprachgebrauchs in «den gesetzlich und verordnungsmässig vorgeschriebenen Akten und Schriftstücken der Unternehmen»: diese Akten und Schriftstücke befinden sich normalerweise am Betriebssitz oder können zumindest dort lokalisiert werden.

Demnach stellt der Hof fest, einerseits dass das in Artikel 1 Absatz 1 des angefochtenen Dekrets bestimmte, auf die Beschäftigung von Personal im niederländischen Sprachgebiet bezogene Lokalisierungskriterium nicht mit der Verfassungsvorschrift übereinstimmt, andererseits dass das in demselben Artikel bestimmte, auf das Verfügen über einen Betriebssitz im niederländischen Sprachgebiet bezogene Lokalisierungskriterium, bis auf die Nichtberücksichtigung des Artikels 59 bis § 4 Absatz 2 der Verfassung, der Verfassungsvorschrift entspricht.

#### Zum zweiten Klagegrund

9.A.1. Zur Unterstützung ihrer Klage bringt die Exekutive der Französischen Gemeinschaft einen zweiten Rechtsgrund vor, mit dem sie die Verletzung des Artikels 59 bis § 3 3<sup>o</sup> der Verfassung rügt.

In einem ersten Teil stellt die Exekutive der Französischen Gemeinschaft dar, dass die Artikel 2, 5 und 10 des angefochtenen Dekrets die den Gemeinschaftsräten durch Artikel 59 bis § 3 3<sup>o</sup> der Verfassung verliehene sachliche Zuständigkeit überschreiten würden, insoweit als sie bei Nichtigkeitsstrafe den Arbeitgeber auflegen, in den sozialen Beziehungen sowie bei der Ausfertigung der durch das Gesetz vorgesehenen Akten und Schriftstücke ausschliesslich die niederländische Sprache zu verwenden. Der Ansicht des Klageführers nach könnte Artikel 59 bis § 3 3<sup>o</sup> der Verfassung nämlich Artikel 23 der Verfassung nicht widersprechen. Dieser Artikel bestimmt, dass der Sprachgebrauch in Belgien frei ist und nur für Akte der öffentlichen Gewalt und für Gerichtssachen geregelt werden kann.

9.A.2. Die Flämische Exekutive widerlegt dieses Argument und stellt dar Artikel 59bis § 3 3° der Verfassung sei eine Ergänzung des Artikels 23 der Verfassung: Artikel 59bis § 3 habe den Bereich der Verfassungsbeschränkungen auf die Freiheit des Sprachgebrauchs ausgedehnt insofern er den Gemeinschaftsräten erlaubt hat den Sprachgebrauch in sozialen Beziehungen zu regeln.

9.B. Insofern Artikel 59bis § 3 3° der Verfassung, den Kulturräten der Kulturgemeinschaften Befugnisse zur Regelung des Sprachgebrauchs in den sozialen Beziehungen zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern sowie in den gesetzlich und verordnungsmässig vorgeschriebenen Akten und Schriftstücken der Unternehmen übertragen hat, fügt er dem in Artikel 23 der Verfassung anerkannten Grundsatz des freien Sprachgebrauchs eine Ausnahme hinzu.

Wenn der Kulturrat der Niederländischen Kulturgemeinschaft am 19. Juni 1973 das angefochtene Dekret verkündet hat, regelte er grundsätzlich eine ihm verfassungsmässig angefallene Angelegenheit.

Der zweite Klagegrund ist in seinem ersten Teil nicht begründet.

10.A.1. In einem zweiten Teil stellt die klagende Partei dar, der Kulturrat der Niederländischen Kulturgemeinschaft habe seine sächliche Zuständigkeiten ausser den Grenzen, die Artikel 59bis § 3 3° der Verfassung ihm festgesetzt hat, ausgedehnt.

a) Gemäss Artikel 3 des Dekrets umfassen die sozialen Beziehungen zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern alle Kontakte, einschliesslich mündliche Kontakte, die sich nur mittelbar aus dem Arbeitsverhältnis ergeben. Er verletze also den Sinn, den die Verfassung dem Begriff « soziale Beziehungen » verliehen habe.

b) Artikel 4 § 3 des Dekrets zielt auf « alle Beziehungen zwischen dem Arbeitgeber und den öffentlich — und privatrechtlichen Einrichtungen, die im Arbeitsverhältnis ihren Ursprung haben », ab, was aus dem Verfassungsrahmen, der nur auf die sozialen Beziehungen zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern verweist, fällt.

c) Schliesslich verletze Artikel 5 des Dekrets Artikel 59bis § 3 3° der Verfassung, insofern er anwendbar ist auf Buchungsbelege, die nicht gesetzlich oder verordnungsmässig vorgesehen seien.

10.A.2.a) In bezug auf die erste, von der klagenden Partei angebrachte Überschreitung der sächlichen Zuständigkeit, macht die Flämische Exekutive geltend, dass das angefochtene Dekret nur auf die mündlichen Kontakte zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern abziele, insofern ein Zusammenhang zwischen ihnen und dem Arbeitsverhältnis besteht. Übrigens, so behauptet die Flämische Exekutive, habe der Verfassungsgeber die sozialen Beziehungen als alle diejenigen, die sich aus dem Arbeitsverhältnis ergeben, einschliesslich der mündlichen Beziehungen, aufgefasst.

b) Was Artikel 4 § 3 des angefochtenen Dekrets betrifft, legt die Flämische Exekutive dar, die Beziehungen zwischen dem Arbeitgeber und den öffentlich — und privatrechtlichen Einrichtungen, die im Arbeitsverhältnis ihren Ursprung haben, seien ganz entschieden soziale Beziehungen im Sinne des Artikels 59bis § 3 3° der Verfassung.

Wenn der Hof auf einem anderen Standpunkt stehe, müsse er der Ansicht sein, dass der Sprachgebrauch in solchen Beziehungen dem Bereich des Artikels 59bis § 3 3° der Verfassung gehört.

c) Schliesslich widerlegt die Flämische Exekutive das Argument der klagenden Partei Artikel 5 des Dekrets vom 19. Juli 1973 verletze Artikel 59bis § 3 3° der Verfassung, insofern er auf nicht gesetzlich und verordnungsmässig vorgesehene Buchungsbelege Anwendung finde: die letzten zwei Absätze dieses Artikels, müssten als eine Verdeutlichung seines ersten Absatzes aufgefasst werden.

10.B.1. Artikel 59bis § 3 3° der Verfassung, hat den Gemeinschaftsräten Befugnisse zur Regelung « des Sprachgebrauchs in den sozialen Beziehungen zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern sowie in den gesetzlich und verordnungsmässig vorgeschriebenen Akten und Schriftstücken der Unternehmen » übertragen.

c) Artikel 59bis § 3 3° der Verfassung, definiert « die sozialen Beziehungen zwischen Arbeitgebern und deren Personal » nicht.

Artikel 3 des angefochtenen Dekrets verletzt die Verfassungsvorschrift nicht, wenn er bestimmt, dass diese sozialen Beziehungen die mündlichen Kontakte, die sich mittelbar oder unmittelbar aus dem Arbeitsverhältnis ergeben, umfassen. Der zweite Teil des zweiten Klagegrundes ist in dieser Hinsicht nicht begründet.

b) Artikel 59bis § 3 3° der Verfassung hat die Zuständigkeit für die Regelung des Sprachgebrauchs in den sozialen Beziehungen auf die Beziehungen zwischen Arbeitgebern und deren Personal beschränkt. Soziale Beziehungen zwischen einerseits den Arbeitgebern und andererseits den öffentlich — oder privatrechtlichen Einrichtungen im Sinne des Artikels 59bis § 3 3° der Verfassung gibt es nicht.

Artikel 4 § 3 des angefochtenen Dekrets verletzt demnach Artikel 59bis § 3 3° der Verfassung. Die in Artikel 4 § 3 des Dekrets betroffenen Beziehungen gehören ebensowenig zu den Verwaltungsangelegenheiten im Sinne des Artikels 50bis § 3 1° der Verfassung. In seinem zweiten Teil ist der zweite Klagegrund begründet.

c) Artikel 59bis § 3 3° der Verfassung, präzisiert dass die Akten und Schriftstücke der Unternehmen, deren Sprachgebrauch durch die Räte geregelt werden konnte, diejenigen sind die gesetzlich und verordnungsmässig vorgeschrieben sind. Insofern Artikel 5 des angefochtenen Dekrets auf die nicht gesetzlich und verordnungsmässig vorgeschriebenen Buchungsbelege der Unternehmen abzielt, verletzt er Artikel 59bis § 3 3° der Verfassung. In diesem Masse ist der zweite Klagegrund in seinem zweiten Teil begründet.

Aus diesen Gründen,

Der Hof,

erklärt die Klage, welche am 10. September 1985 von der Exekutive der Französischen Gemeinschaft eingereicht wurde, für zulässig;

erlässt die Gerichtsentscheidung, dass gemäss Artikel 59bis § 4 der Verfassung, das Dekret vom 19. Juli 1973 des Kulturrates der Niederländischen Kulturgemeinschaft « tot regeling van het gebruik van de talen voor de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en de werknemers, alsmede van de door de wet en de verordeningen voorgeschreven akten en bescheiden van de ondernemingen » (« zur Regelung des Gebrauchs der Sprachen in den sozialen Beziehungen zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern sowie in den gesetzlich und verordnungsmässig vorgeschriebenen Akten und Schriftstücken der Unternehmen ») nur innerhalb der durch Absatz 2 dieses Artikels bestimmten Grenzen Gesetzeskraft haben kann:

entscheidet:

1. Das obengenannte Dekret wird für nichtig erklärt, insofern sein Anwendungsbereich, wie letzterer in Artikel 1 definiert ist, die an ein anderes Sprachgebiet grenzenden Gemeinden oder Gemeindeguppen des niederländischen Sprachgebiets umfasst, wo das Gesetz den Gebrauch einer anderen Sprache als der des Gebiets, in dem sie gelegen sind, vorschreibt oder zulässt.

2. In Artikel 1 Absatz 1 desselben Dekrets, werden folgende Wörter: « of die personeel in het Nederlandse taalgebied tewerkstellen » (« oder die Personal im niederländischen Sprachgebiet beschäftigen ») für nichtig erklärt.

3. Artikel 4 § 3 desselben Dekrets wird für nichtig erklärt.

4. In Artikel 5 Absatz 1 desselben Dekrets, werden folgende Wörter: « alle boekhoudkundige documenten » (« alle Buchungsbelege ») für nichtig erklärt.

So ausgesprochen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäss Artikel 55 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983, in der öffentlichen Sitzung vom 30. Januar 1986.

Der Kanzler,  
H. Van Der Zwalmen.

Der Vorsitzende,  
Etienne Gutt.